



**Intervention lors de la réunion ministérielle de la  
Coalition pour le Sahel, tenue en  
visioconférence, le 12 juin 2020**

**M. Josep Borrell,  
Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la  
politique de sécurité, vice-président de la Commission européenne**

*Seul le prononcé fait foi.*

Le Sahel est depuis bien longtemps en haut de l'agenda européen. Il est donc naturel que l'Union européenne prenne toute sa part à la Coalition pour le Sahel.

Cette initiative constitue une réponse immédiate et collective à la demande des pays du Sahel face à la dégradation de la situation sur le terrain.

J'ai trois messages aujourd'hui.

Premier message. La stabilité du Sahel et la lutte contre le terrorisme ne peut être de la responsabilité de certains pays seuls, ou de l'Union européenne seule. Le risque de déstabilisation concerne l'ensemble de la communauté internationale.

Deuxième message. L'engagement de l'UE dans la région est considérable, je dirais même sans précédent. Il couvre déjà la quasi-totalité du spectre couvert par la Coalition, à l'exception de l'action militaire directe.

Troisième message. L'engagement de l'Union européenne repose sur un dialogue étroit, franc et direct avec nos partenaires sahéliens. Notre partenariat est un partenariat exigeant car la situation dramatique l'impose, à tous.

Mesdames, Messieurs,

L'heure est à l'urgence. L'heure est à l'action. Il n'y a plus de temps à perdre, plus de place pour des tergiversations, plus de place pour des divisions. Car nos ennemis se renforcent de nos divisions.

- Pour sa part, l'Union européenne est déjà en ordre de marche pour renforcer la dynamique collective :
- Nous assumons d'ores et déjà la responsabilité de la coordination des actions prises dans le cadre des piliers 2 et 3 de la Coalition.

- Cette responsabilité est assumée et portée par nos missions paix et sécurité qui viennent en soutien des efforts et des réformes menés par les pays sahéliens.
- Notre soutien de 235 millions d'euros a été décisif pour la mise en place de la Force conjointe. Je me réjouis de l'inauguration récente du Poste de Commandement de la Force conjointe à Bamako, moins de deux ans après l'attentat de Sevaré.
- Un montant additionnel de 194 millions d'euros a été annoncé le mois dernier, pour des actions ciblant les piliers 2, 3 et 4 de la Coalition.

Aujourd'hui, notre objectif est clair : élargir la Coalition Sahel à d'autres partenaires internationaux. Un engagement renforcé de l'ensemble de la communauté internationale est indispensable. Cet engagement va dans les deux sens ; il repose aussi sur des avancées en termes de gouvernance, de réformes et de redevabilité. Cette exigence *sine qua non* couvre aussi et surtout le respect des Droits de l'Homme. Et ce sera mon dernier message : nous avons collectivement un devoir d'exemplarité dans les opérations de sécurité et de défense que nous menons. Nous devons avoir une tolérance zéro pour les abus et les exactions qui seraient commis par les forces de défense et de sécurité, voire les groupes d'autodéfense. Nous ne pouvons ressembler à ceux que nous combattons avec tant de force.

Je vous remercie pour votre attention.